



COLLECTORS

N°33

Novembre 2014

Créé à la veille de la Seconde Guerre mondiale en 1938, l'Ifop a été le témoin des grands rendez-vous et bouleversements de l'histoire.

Depuis 75 ans maintenant, notre institut cherche à comprendre et à mesurer comment l'opinion publique réagit aux événements et situations de son temps.

Relire aujourd'hui des numéros de la Revue Sondages, que l'Ifop édite de 1945 à 1980, permet de se replonger dans ces moments historiques importants mais aussi de saisir assez finement l'état d'esprit qui prévalait à l'époque.

Convaincus que le présent se nourrit du passé, nous avons décidé de republier régulièrement des analyses de la Revue Sondages de façon à vous apporter un éclairage historique et rétrospectif à différentes occasions.

C'est dans le cadre de la nouvelle publication « Ifop Collectors » que nous vous inviterons régulièrement à remonter le temps avec les enquêtes et les analyses de l'Ifop, à chaque moment important de l'histoire de notre pays.

Jérôme Fourquet
Directeur du Département Opinion
et Stratégies d'Entreprise

Derniers numéros publiés

SEPTEMBRE 2014

Ifop Collectors n°32 – 1997-2014 – Les Français et les 35 heures

AOUT 2014

Ifop Collectors n°31 – 1967-2014 : Regards sur Israël et les conflits du Proche-Orient

JUIN 2014

Ifop Collectors n°30 – 1994-2006 : Les Français et les propositions de « smic jeunes »

MAI 2014

Ifop Collectors n°29 – 1945-1954 : La Guerre d'Indochine

AVRIL 2014

Ifop Collectors n°28 – 1973 : Les catholiques français et la religion

MARS 2014

Ifop Collectors n°27 – 1970-1972 : Les mouvements gauchistes

FEVRIER 2014

Ifop Collectors n°26 – 1972-1976 – Le débat sur la législation de l'I.V.G

JANVIER 2014

Ifop Collectors n°25 – Octobre-Novembre 1956 : L'opinion française et internationale et la crise de Suez

DECEMBRE 2013

Ifop Collectors n°24 – 1966-1967 : La société française découvre la pilule

De 1955 à 1959, l'évolution de l'opinion sur la situation en Algérie

Au cours de la « Toussaint rouge », le Front de Libération Nationale (FLN), organisation jusque-là inconnue, perpétuait le 1^{er} novembre 1954 une série d'attentats dans les départements algériens. Ces événements allaient marquer les esprits et être à l'origine de la guerre d'Algérie avec le début des affrontements armés et organisés entre la France et la rébellion algérienne, aboutissant le 18 mars 1962 à la proclamation de l'indépendance de l'Algérie. A l'occasion du soixantième anniversaire de cette date restée dans les mémoires, l'Ifop revient sur l'évolution de l'opinion française au regard des événements qui ont marqué la période de 1955 à 1959, notamment le putsch d'Alger du 13 mai 1958.

« **41%**, c'est la proportion de Français qui pensent, en août 1958, qu'il faudra donner l'indépendance à l'Algérie, contre **36%** qui y sont opposés »

L'OPINION DE L'ÉPOQUE SUR...

- 1. La montée de la crise algérienne (1955-1956)** **p.3**
- 2. 1957 – L'Algérie et l'Union française** **p.8**
- 3. Janvier 1958 - La situation avant le putsch d'Alger** **p.14**
- 4. Été 1958 – La situation après le putsch** **p.17**
- 5. 1959 - Le principe d'autodétermination de l'Algérie entre dans les esprits** **p.20**

1. La montée de la crise algérienne (1955–1956)

L'évolution de la situation et l'action du gouvernement

En juillet 1956, et alors que le début de l'année a été marqué par le rejet du cessez-le-feu proposé par Guy Mollet au FLN, les Français sont assez pessimistes sur la situation en Algérie : ils estiment, pour une majorité relative d'entre eux (45%), qu'elle a empiré sur les six derniers mois alors que la part des optimistes se réduit à la portion congrue (16%). Mais, dans l'ensemble, ils hésitent à rejeter franchement la responsabilité de cette dégradation sur le gouvernement, préférant davantage ne pas se prononcer (46%) que d'imputer la faute de l'évolution de la situation dans l'action des dirigeants en tout (40%) ou partie (10%).

En Algérie, pensez-vous que depuis six mois, la situation s'est améliorée ou est devenue plus mauvaise ?

	Juillet 1956 %
La situation s'est améliorée	16
Elle est devenue plus mauvaise	45
Autres réponses	15
Ne se prononcent pas	24
	100

Dans ces changements de situation, quelle a été la part de responsabilité du gouvernement ?

	Juillet 1956 %
Grande	40
Pas très grande	10
Nulle	4
Ne se prononcent pas	46
	100

Le choix d'une politique et la confiance dans le gouvernement

Ce sentiment d'une détérioration de la situation se traduit par une tendance renforcée à envisager de négocier avec les rebelles, plutôt que d'employer tous les moyens militaires pour venir à bout de la rébellion, pour le cas où les événements s'aggravaient encore. Tandis qu'en avril 1956 deux courants égaux se manifestaient l'un favorable à une négociation, l'autre à l'emploi de moyens militaires accrus, trois mois plus tard en juillet les tenants de la négociation l'emportent nettement.

Si la situation devait beaucoup s'aggraver en Algérie et que la France n'ait plus le choix qu'entre deux solutions laquelle préféreriez-vous ?

	Avril 1956 %	Juillet 1956 %
Négocier avec les rebelles pour accorder l'indépendance à l'Algérie	39	45
Employer tous les moyens militaires dont on peut disposer pour réprimer la rébellion	39	23
Autres réponses ⁽¹⁾	-	12
Ne se prononcent pas	22	20
	100	100

(1) Les réponses diverses évoquent le plus souvent des modalités de négociations, par exemple : « Il faudrait négocier avec les rebelles, à condition que les puissances étrangères ne s'en mêlent pas ». « Négocier l'Indépendance mais garder nos ports : Bizerte, Alger, Constantine ». « Négocier, mais se faire rembourser tous les frais qui ont été faits par la France en Algérie et que tous les Algériens retournent dans leur pays »>».

Face à la montée en puissance du conflit, une telle mutation de l'opinion n'a rien de surprenant. Toujours en avril 1956, et alors que les tenants de la négociation et de l'action militaire accrue faisaient jeu égal, presque la moitié des Français estimaient qu'il était prioritaire d'à la fois de rétablir l'ordre et de faire des réformes (47%), moins d'un tiers de la population considérant qu'il fallait reléguer l'aspect social et politique derrière celui de la force (30%).

A votre avis, que faut-il faire en Algérie ?

	Avril 1956 %
D'abord rétablir l'ordre (avant de faire des réformes)	30
A la fois rétablir l'ordre et faire des réformes	47
Ne se prononcent pas	23
	100

En dépit de la situation plus tendue, et en dépit des critiques adressées de ce fait au gouvernement, celui-ci conserve dans l'opinion en juillet 1956 par rapport à avril le même degré de confiance pour régler les difficultés en Algérie. Confiance qui n'est au reste le fait que d'une majorité relative, un tiers s'abstenant de prendre parti à cet égard.

Avez-vous confiance dans le gouvernement actuel, pour régler les difficultés en Algérie ?

	Avril 1956 %	Juillet 1956 %
TOTAL Confiance	39	38
Tout à fait confiance	-	8
Plutôt confiance	-	30
Pas confiance	27	30
Ne se prononcent pas	36	32
	100	100

Ce niveau de confiance s'avérerait d'autant plus précieux au printemps-été 1956, qu'à l'automne 1955, avant d'être mis en minorité à l'Assemblée nationale, le gouvernement Edgar Faure ne jouissait pas de la confiance de la majorité du public pour régler les problèmes d'Afrique du Nord. Un tiers hésitait, et, parmi ceux qui se prononçaient, trois contre quatre lui accordaient leur confiance. Cette comparaison témoigne d'un accroissement notable de la confiance dans le gouvernement à faire face aux difficultés en Afrique du Nord entre octobre 1955 et l'été 1956.

Faites-vous confiance au gouvernement de m. Edgar Faure pour régler les problèmes d'Afrique du Nord?

	22 et 23 octobre 1955 %
Confiance	29
Pas confiance	38
Ne se prononcent pas	33
	100

L'effort financier et militaire

Si le gouvernement estimait nécessaire pour rétablir la paix en Algérie, soit de faire voter des impôts nouveaux, soit d'envoyer sur place la presque totalité du contingent, soit de mobiliser une ou deux classes supplémentaires, il serait suivi, en avril 1956, par un peu plus du tiers du public, soit environ la proportion de ceux qui lui font confiance à ce moment-là pour mener à bien sa tâche. En revanche, près de la moitié désapprouverait de telles mesures.

Si le gouvernement jugeait nécessaire, pour rétablir la paix en Algérie, de faire voter de nouveaux impôts, est-ce que vous accepteriez, personnellement, que vos impôts soient augmentés ?

	Avril 1956 %
Accepteraient l'augmentation des impôts	34
N'accepteraient pas	48
Ne se prononcent pas	18
	100

Approuvez-vous qu'on demande à tous les Français de payer plus d'impôts pour financer les dépenses d'Algérie ?

	Avril 1956 %
Approuvent	28
Désapprouvent	51
Ne se prononcent pas	21
	100

Si le gouvernement le jugeait nécessaire, pour rétablir la paix en Algérie, est-ce que vous seriez d'accord ou non pour que la plupart des jeunes qui font leur service militaire soient envoyés en Algérie?

	Avril 1956 %
Seraient d'accord pour l'envoi des jeunes	37
Ne seraient pas d'accord	48
Ne se prononcent pas	15
	100

Si le gouvernement jugeait nécessaire de mobiliser une ou plusieurs classes supplémentaires pour les envoyer en Algérie, seriez-vous d'accord ou non ?

	Avril 1956 %
Seraient d'accord pour la mobilisation de classes supplémentaires	35
Ne seraient pas d'accord	49
Ne se prononcent pas	16
	100

Dans sa très grande majorité, le groupe de personnes prêtes à accepter les trois mesures envisagées (21%) constitue un cœur de la population hostile à une négociation avec les rebelles : parmi eux, neuf sur dix souhaitent la répression de la rébellion sans négociation avec les rebelles même en cas d'aggravation de la situation, même si près de la moitié pensent qu'il faut mener de front les réformes et le rétablissement de l'ordre. En tout cas, ils font majoritairement confiance au gouvernement pour résoudre la crise algérienne et montrent une détermination certaine eu égard à leur faible niveau d'abstention de réponse aux questions soumises.

A l'opposé, parmi ceux qui déclarent refuser toutes les mesures envisagées (32%), il convient de mener à la fois le rétablissement de l'ordre et les réformes, et surtout de « négocier avec les rebelles l'indépendance de l'Algérie » (68% d'entre eux) plutôt que d'« employer tous les moyens militaires pour réprimer la rébellion ». Chez cette population plus favorable à la négociation, le nombre des hésitants est élevé ou très élevé, donnant ainsi une manifestation de moins bon moral.

Le statut et l'avenir de l'Algérie

Au début d'octobre 1955, une majorité relative des Français exprime sa préférence pour que l'Algérie conserve son statut de département français, plutôt que de la voir rattachée à la France métropolitaine par un lien moins étroit. Plus du quart toutefois n'expriment pas d'opinion à cet égard. Au cours du premier semestre de 1956, cette opinion évolue : la part de ceux qui estiment que l'Algérie doit continuer à constituer des départements français plutôt que d'avoir des liens moins étroits avec la métropole demeure l'option la plus citée, mais en baisse de 9 points entre février et avril, et de 7 points si l'on remonte à octobre 1955.

Selon vous, faut-il que l'Algérie garde son statut de départements français, ou accepteriez-vous un lien moins étroit entre l'Algérie et la France métropolitaine?

	Octobre 1955 %	Février 1956 %	Avril 1956 %
Statut de départements	47	49	40
Lien moins étroit	26	25	33
Ne se prononcent pas	27	26	27
	100	100	100

Alors que la proportion de Français favorables à ce que l'Algérie demeure un département s'érode, en avril, moins d'un tiers pensent que l'Algérie sera encore française cinq ans plus tard. En juillet, cette opinion recule de 12 points et passe derrière l'avis que l'Algérie acquerra son indépendance à brève échéance (28%). Aux mêmes dates, quatre à cinq Français sur dix (44% à 53%) ne se prononcent pas sur l'avenir, et leur abstention paraît être un signe que leur confiance ne correspond pas entièrement à leur désir, tel qu'il apparaît dans les opinions exprimées à l'égard du statut de l'Algérie.

Est-ce qu'à votre avis, dans cinq ans, l'Algérie sera encore française ?

	Avril 1956 %	Juillet 1956 %
Oui	31	19
Non	25	28
Ne se prononcent pas	44	53
	100	100

En analysant plus finement les résultats, on observe une corrélation entre le pronostic sur l'avenir de l'Algérie et la confiance dans le gouvernement pour régler la crise. En avril 1956, les personnes qui font confiance au gouvernement ont ainsi tendance à penser plutôt que l'Algérie restera française : elles espèrent non seulement l'apaisement de la crise, mais aussi une solution qui maintienne l'Algérie dans la communauté française. Les personnes qui ne font pas confiance au gouvernement estiment plutôt que la cause est perdue. Le manque de confiance exprimé semble donc concerner moins le gouvernement actuel en particulier que la situation algérienne en général.

Estiment que dans 5 ans, l'Algérie ...

	sera encore française %	ne sera plus française %	Ne se pronon- cent pas %	Ensemble %
Font confiance au gouvernement actuel pour régler les difficultés en Algérie	18	6	13	37
Ne font pas confiance au gouvernement actuel	6	12	9	27
Ne se prononcent pas	7	7	22	36
Ensemble	31	25	44	100

A l'été 1956, il apparaît donc que les Français ont déjà commencé à envisager la fin de l'Algérie française, voire à la pronostiquer : la perception de l'enlisement du conflit est notoire, et malgré une confiance encore relativement solide dans le gouvernement, la population ne se déclare pas prête à accepter les sacrifices qui permettraient à l'Etat de reprendre le contrôle de sa province d'Afrique du Nord. Face à l'intransigeance des mouvements rebelles algériens, l'option de la négociation prédomine dans l'opinion.

2. 1957 – L’Algérie et l’Union française

L’évolution de la situation depuis 1956.

En septembre 1957, l’essentiel du public se partage entre une vision pessimiste de l’évolution de la situation en Algérie par rapport à l’année précédente (40%), et le sentiment que la situation est restée stationnaire (40%). Seuls 12% des Français jugent que cette dernière s’est améliorée par rapport à l’année précédente.

Estimez-vous que depuis un an, la situation en Algérie s’est améliorée, a empiré ou est restée stationnaire ?

	Juillet 1956 %	Septembre 1957 %
La situation s'est améliorée	16	12
La situation a empiré	45	40
La situation est restée stationnaire	15	40
Ne se prononcent pas	24	8
	100	100

Les Français se montrent partagés au sujet d’éventuelles négociations avec les chefs de la rébellion. Si en 1956 une majorité de Français était favorable aux négociations (53%), cette majorité n’est plus que relative en septembre 1957 (45%). Les répondants favorables aux tractations expriment clairement le souhait d’y voir incluses toutes les tendances de la rébellion algérienne, et non uniquement certaines d’entre-elles.

Pensez-vous que le gouvernement doit rechercher des conversations avec les chefs de la rébellion algérienne ? Si oui, avec les chefs de toutes les tendances, ou seulement avec les chefs de certaines d’entre elles ?

	Juillet 1956 %	Septembre 1957 %
Le gouvernement doit rechercher des conversations avec les chefs de la rébellion	53	45
<i>et avec toutes les tendances</i>	45	31
<i>avec certaines tendances seulement⁽¹⁾</i>	8	9
<i>ne savent pas s'il faut négocier avec toutes les tendances ou certaines seulement</i>	-	5
Le gouvernement ne doit pas rechercher de conversation avec les chefs de la rébellion	29	34
Ne se prononcent pas	18	21
	100	100

(1) Dont 2% FLN, 1% M.N.A, les autres donnant des réponses vagues, telles que « les tendances les plus importantes », « avec ceux qui sont pour la France », « avec ceux qui sont honnêtes », « avec ceux qui sont modérés »

Mais dans le même temps, les Français estiment en majorité (58%) que la France ne devrait négocier qu'avec les représentants librement élus de toute la population algérienne.

	Septembre 1957 %
Pensez-vous qu'en Algérie, la France ne devrait négocier qu'avec les représentants librement élus de toutes les populations algériennes ?	
Oui	58
Non	16
Ne se prononcent pas	26
	100

Le statut et l'avenir de l'Algérie

Peu à peu, l'idée que l'Algérie doit garder son statut de départements français perd du terrain. Majoritaire jusqu'en avril 1956, cette tendance est devenue minoritaire en 1957. Mais l'hésitation demeure grande et la marge entre les deux tendances s'avère très faible.

Selon vous, faut-il que l'Algérie garde son statut de départements français ou accepteriez-vous un lien différent entre l'Algérie et la France métropolitaine ?

	Octobre 1955 (%)	Février 1956 (%)	Avril 1956 (%)	Mars 1957 (%)	Septembre 1957 (%)
Département français	47	49	40	34	36
Lien moins étroit	26	25	33	35	40
- Aucune / Ne se prononcent pas	27	26	27	31	24
TOTAL	100	100	100	100	100

En juillet 1957, la question avait été formulée de manière différente, faisant apparaître des tendances analogues. En tout état de cause, même si l'Algérie ne doit plus être considérée comme des départements français, elle doit aux yeux d'une large majorité rester une composante de la République française.

	Juillet 1957 %
Quelle solution souhaitez-vous pour l'Algérie, parmi les trois suivantes... ?	
Traiter l'Algérie comme un ensemble de départements français ordinaires, c'est-à-dire que tous les habitants, musulmans ou français, ont des droits égaux à ceux des Français de France	36
Donner à l'Algérie beaucoup d'autonomie intérieure ; mais en la maintenant dans la République française	34
Donner à l'Algérie l'indépendance complète, c'est-à-dire abandonner complètement l'Algérie dans un délai plus ou moins long	18
Ne se prononcent pas	12
	100

Ainsi, si les Français jugeant injustifiées les revendications d'indépendance (47%) forment un groupe uniforme dans l'idée que l'Algérie doit rester sous la souveraineté française (44%), les répondants pour qui ces revendications sont justifiées (34%) se divisent en deux groupes : d'une part les partisans d'une indépendance complète de l'Algérie (13%), et d'autre part les opposants à cette idée (19%).

Certains Algériens demandent l'indépendance de l'Algérie, estimez-vous que cette revendication est justifiée ? Si oui, est-ce que cela doit entraîner l'indépendance complète de l'Algérie vis-à-vis de la France ? Si non, estimez-vous que, quelle que soit la forme du lien entre les deux pays, l'Algérie doit rester sous la souveraineté française ?

	Septembre 1957 %
La revendication d'indépendance est justifiée	34
<i>Et cela doit entraîner l'indépendance complète</i>	13
<i>Mais cela ne doit pas entraîner l'indépendance complète</i>	19
<i>Ne savent pas si cela doit entraîner l'indépendance complète</i>	2
La revendication d'indépendance n'est pas justifiée	47
<i>Et l'Algérie doit rester sous la souveraineté française</i>	44
<i>Mais l'Algérie ne doit pas rester sous la souveraineté française</i>	3
Ne se prononcent pas	19
	100

La question suivante, posée aux opposants à l'indépendance totale, fait apparaître un partage des opinions avec une légère tendance favorable à ce que les députés algériens siègent dans une Assemblée fédérale à Paris, et non au Parlement français.

L'Algérie, dont la population s'accroît rapidement, compte aujourd'hui plus de dix millions d'habitants. Des élections générales algériennes feraient donc élire un très grand nombre de députés. Que croyez-vous préférable : que tous ces députés algériens siègent au parlement français (Paris) ou qu'ils siègent dans une assemblée fédérale à Paris, avec des députés de la métropole et des députés d'autres territoires de l'union française ?

	Septembre 1957 %
Au Parlement français à Paris	26
Dans une Assemblée fédérale à Paris	31
Ne se prononcent pas	11
	68

Quoi qu'il en soit du statut futur de l'Algérie, une large part des Français n'ose se prononcer sur l'avenir, et en particulier sur la question de savoir si elle sera encore française dans cinq ou dans dix ans. En ce qui concerne les répondants ayant exprimé une opinion, la tendance dominante s'est renversée au cours du deuxième semestre de 1957 : s'ils avaient tendance à croire plutôt jusque-là que l'Algérie serait encore française dans cinq ans, ils estiment qu'elle ne le sera plus dans dix.

A votre avis, est-ce que dans dix ans, l'Algérie sera encore française ?

	Avril 1956 ⁽¹⁾ %	Juillet 1956 ⁽¹⁾ %	Mars 1957 ⁽¹⁾ %	Septembre 1957 %
L'Algérie sera encore française	31	19	32	28
L'Algérie ne sera plus française	25	28	24	37
Ne se prononcent pas	44	53	44	35
	100	100	100	100

(1) L'Algérie sera-t-elle encore française dans cinq ans ?

Par ailleurs, la confiance qu'avait le public dans le gouvernement jusqu'au premier semestre de 1957 pour régler les difficultés d'Algérie ne se retrouve plus à la fin de l'année. Une majorité relative de Français n'ayant pas confiance dans le gouvernement au pouvoir sur ce point (43%).

	Avril 1956 %	Juillet 1956 %	Mars 1957 %	Septembre 1957 %
Avez-vous confiance dans le gouvernement actuel pour régler les difficultés d'Algérie ?				
Oui	37	38	39	26
Non	27	30	30	43
Ne se prononcent pas	36	32	31	31
	100	100	100	100

Enfin, à supposer qu'aucune autre solution ne puisse être trouvée au problème algérien, et qu'il faille choisir entre lui accorder l'indépendance totale, ou employer tous les moyens militaires disponibles pour écraser la rébellion, le public français se diviserait en trois groupes. Les uns pour l'indépendance (38%), les autres pour l'emploi de toutes les forces possibles afin d'écraser la rébellion (36%), et un quart environ ne se prononçant pas. Cette division en deux groupes opposés paraît révélatrice de l'état d'incertitude du public français devant le problème algérien.

	Avril 1956 %	Juillet 1956 %	Juillet 1957 %
S'il fallait absolument choisir entre les deux solutions extrêmes suivantes, laquelle préféreriez-vous : donner l'indépendance totale à l'Algérie ou essayer par tous les moyens militaires possibles d'écraser la rébellion ?⁽¹⁾			
Donner l'indépendance totale à l'Algérie	39	45	38
Ecraser la rébellion	39	23	36
Ne se prononcent pas	22	20	26
	100	88 ⁽²⁾	100

(1) En avril et juillet 1956, la question était : « si la situation devait beaucoup s'aggraver en Algérie et que la France n'ait plus le choix qu'entre les deux solutions suivantes laquelle préféreriez-vous : négocier avec les rebelles pour accorder l'indépendance à l'Algérie, employer tous les moyens militaires dont on peut disposer pour réprimer la rébellion ?

(2) +12% qui ont donné d'autres réponses

Aide extérieure à la rébellion et négociations

Bien que très réservé à ce sujet, plus du tiers des personnes interrogées ne souhaitant pas se prononcer, le public estime que la majorité de la population musulmane désapprouve les rebelles. Mais il est largement convaincu que l'Egypte, la Tunisie, les pays communistes, ou dans une moindre mesure le Maroc apportent une aide importante à la rébellion.

Pensez-vous qu'aujourd'hui, en Algérie, la majorité de la population musulmane approuve ou désapprouve les rebelles ?

	Septembre 1957 %
La majorité approuve les rebelles	24
La majorité désapprouve les rebelles	41
Ne se prononcent pas	35
	100

Estimez-vous que l'Egypte joue actuellement un rôle très important, de moyenne importance ou sans importance dans l'aide à la rébellion algérienne ? Et les pays communistes ? Et la Tunisie ? Et le Maroc ?

Joue un rôle ...	Septembre 1957			
	L'Egypte %	Les pays communistes %	La Tunisie %	Le Maroc %
Très important	55	57	57	49
De moyenne importance	26	20	25	31
Sans importance	7	12	7	8
Ne se prononcent pas	12	11	11	12
	100	100	100	100

Les Français expriment également le sentiment qu'ils ne peuvent faire confiance à Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne, ou au Sultan du Maroc, pour aider à trouver une solution au conflit algérien qui soit acceptable pour la France. De plus, les Français estiment que réunir ces personnalités autour d'une même table de négociations générerait la recherche de solutions acceptables pour la France, plus qu'elle ne la faciliterait.

Croyez-vous que l'on peut faire confiance à M. Bourguiba, président de la République tunisienne pour aider à trouver une solution au problème algérien qui soit acceptable pour la France ?

	Septembre 1957 %
On peut faire confiance à M. Bourguiba	15
On ne peut pas lui faire confiance	53
Ne se prononcent pas	32
	100

Et pensez-vous qu'on peut faire confiance au Sultan du Maroc pour aider à trouver une solution qui soit acceptable pour la France ?

	Septembre 1957 %
On peut faire confiance au Sultan du Maroc	17
On ne peut pas lui faire confiance	50
Ne se prononcent pas	33
	100

Pensez-vous qu'en réunissant autour d'une même table de négociations (table ronde) le Sultan du Maroc et M. Bourguiba, on faciliterait ou on générerait la recherche d'une solution acceptable pour la France ?

	Septembre 1957 %
On faciliterait la recherche d'une solution	22
On générerait la recherche d'une solution	40
Ne se prononcent pas	38
	100

Suivant les affirmations répétées de leur Gouvernement, les personnes interrogées expriment également la volonté d'écarter les avis de l'Organisation des Nations Unies si elle vient à en donner sur le sujet algérien. Un Français sur deux souhaite que la France ne suive pas les éventuelles recommandations de l'ONU, pour moins d'un sur cinq qui souhaite qu'elle les suive.

L'ONU s'est déjà occupée de l'Algérie ; elle s'en occupera encore. La France doit-elle, à votre avis, suivre ou non les avis de l'ONU sur l'Algérie ?	Juillet 1957
	%
	Les suivre
	18
	Ne pas les suivre
	50
	Ne se prononcent pas
	32
	100

Le problème algérien et les préférences politiques

Les paragraphes précédents, donnant les opinions de l'ensemble du public français au sujet des problèmes algériens, ont montré une grande incertitude et une grande dispersion des suffrages entre diverses éventualités, pour ne pas dire une très grande division. Aucune option ne semble, au moment des observations, rallier une majorité substantielle, aucun courant dominant n'emporte l'adhésion de la conscience collective.

Le problème algérien est lourd d'implications politiques, et les options possibles ne sont pas indépendantes des préférences idéologiques, et il importe en conséquence de considérer la situation de l'opinion en fonction de ces préférences.

Ainsi, les sympathisants du Parti Communiste se montrent beaucoup moins partagés, et leurs attitudes s'opposent nettement à celles des autres. Ils expriment pour huit à neuf sur dix d'entre eux leur soutien à l'indépendance totale de l'Algérie et à tout ce qui pourrait la préparer, et estiment dans les mêmes proportions que la situation a empiré depuis un an. Les sympathisants communistes rejoignent l'opinion des autres partis sur un point. Ils s'accordent avec eux pour ne pas suivre les avis de l'O.N.U., si celle-ci vient à en formuler concernant l'Algérie. La minorité de sentiment contraire est toutefois plus élevée parmi les communistes.

Partout ailleurs, les tendances dominantes sont de même sens, sauf sur une question : socialistes et radicaux se révèlent partisans de rechercher des négociations avec les rebelles, les indépendants et modérés comme les formations plus à droite plutôt hostiles à cette recherche, les républicains populaires étant exactement partagés.

	Comm- unistes	Socia- listes	Radi- caux	MRP	Indép. Mod- érés	URAS, ARS, Rép. Soci- aux	Indéte- rminés
	%	%	%	%	%	%	%
La situation en Algérie ...							
- s'est améliorée	3	14	19	15	15	26	8
- a empiré	80	39	41	31	32	42	38
- est restée stationnaire	15	43	35	50	46	31	41
La recherche de négociations							
- Le gouvernement doit rechercher des négociations	86	52	52	41	28	35	42
- Le gouvernement ne doit pas rechercher de négociations	7	35	36	40	52	50	30
Les recommandations de l'O.N.U.							
- Il faut suivre les avis de l'O.N.U.	31	18	23	21	12	-	16
- Il ne faut pas les suivre	40	56	51	47	69	-	47
Entre deux partis extrêmes, choisiraient ...							
- de donner l'indépendance à l'Algérie.....	89	31	43	35	19	-	39
- d'employer tous les moyens militaires pour écraser la rébellion.....	2	48	41	41	58	-	28

3. Janvier 1958 – La situation avant le putsch d'Alger

L'évolution de la situation

Pour la première fois depuis le début du conflit algérien, le public a le sentiment que la situation n'a pas empiré depuis les derniers six mois ; près de 3 Français sur 10 pensent même qu'elle s'est améliorée.

Estimez-vous que, depuis six mois, la situation en Algérie a empiré, est restée stationnaire, ou s'est améliorée		Juillet 1956 ⁽¹⁾	Septembre 1957 ⁽¹⁾	Janvier 1958
		%	%	%
	La situation a empiré	45	40	11
	La situation est restée stationnaire	15	40	48
	La situation s'est améliorée	16	12	29
	Ne se prononcent pas	24	8	12
		100	100	100

(1) La question portait « depuis un an »

L'amélioration de la situation en Algérie est attribuée aux causes suivantes :

	%
La fermeté de la France et l'importance de l'effort militaire qui a été fait	15
La lassitude des fellaghas et la défaillance des chefs rebelles	6
La politique et l'action personnelle de M. R. Lacoste	5
L'effort qui a été fait pour aménager les institutions (la loi-cadre) et l'action sociale	2
Autres causes	1
	29 ⁽¹⁾

(1) Total des personnes qui pensent que la situation s'est améliorée.

Néanmoins, l'impression que la situation s'améliore ne signifie pas la fin immédiate des difficultés ni des hostilités. Les optimistes l'espèrent d'ici quelques mois (13%) à un an (21%), les pessimistes ne la voient pas avant plusieurs années ou même jamais pour quelques-uns (8%).

Quand pensez-vous que les hostilités s'arrêteront?		%
	D'ici quelques mois	13
	Dans un an	21
	D'ici 2 ou 3 ans	17
	D'ici 4 ou 5 ans	4
	Plus tard	6
	Jamais	8
	Ne savent pas	31
		100

L'amélioration ressentie s'exprime encore d'une autre manière en janvier 1958. L'avenir de l'Algérie demeure très incertain, mais pour la première fois depuis 1956, à la question : « A votre avis, est-ce que dans dix ans l'Algérie sera encore française ? », on observe une diminution sensible de la part des Français anticipant une séparation de la France et de l'Algérie, au profit d'une plus grande hésitation. Ainsi, et pour la première fois, les Français se montrent plus nombreux à estimer que l'Algérie sera encore française dix ans plus tard (27%). De plus, la majorité des indécis conservent un espoir, les quatre cinquièmes échappant à l'alternative en déclarant « peut-être ».

A votre avis, est-ce que dans dix ans, l'Algérie sera encore française ?

	Avril 1956 ⁽¹⁾ (%)	Juillet 1956 ⁽¹⁾ (%)	Mars 1957 ⁽¹⁾ (%)	Septembre 1957 (%)	Janvier 1958 (%)
L'Algérie sera encore française	31	19	32	28	27
L'Algérie ne sera plus française	25	28	24	37	22
Ne se prononcent pas	44	53	44	35	51 ⁽²⁾
	100	100	100	100	100

(1) L'Algérie sera-t-elle encore française dans cinq ans ?

(2) Dont 40% répondent « peut être » ?

La recherche du cessez-le-feu

En relation ou non avec le sentiment que la situation est meilleure, la tendance dominante en janvier 1958, comme au cours de l'année précédente considère que le Gouvernement doit rechercher des conversations avec les chefs de la rébellion, en vue d'un cessez-le-feu.

pensez-vous que, aujourd'hui, le gouvernement doit rechercher des conversations avec les chefs de la rébellion algérienne en vue d'un cessez-le-feu ?

	Juillet 1957 %	Septembre 1957 %	Janvier 1958 %
Oui	53	45	56
Non	29	34	25
Ne se prononcent pas	18	21	19
	100	100	100

(1) La question portait « depuis un an »

D'autre part, les Français n'ont pas confiance en M. Bourguiba, président de la République tunisienne, ni dans le roi du Maroc pour aider à trouver en Algérie une solution acceptable pour la France. A cette date, les opinions à l'égard de M. Bourguiba se sont encore légèrement dégradées sur ce point, tandis qu'elles marquent une légère évolution positive à l'égard du roi du Maroc.

Croyez-vous que l'on peut faire confiance à M. Bourguiba pour aider à trouver une solution au problème algérien qui soit acceptable pour la France ?

	Septembre 1957 %	Janvier 1958 %
On peut faire confiance à M. Bourguiba	15	14
On ne peut pas faire confiance à M. Bourguiba	53	56
Ne se prononcent pas	32	30
	100	100

	Septembre 1957 %	Janvier 1958 %
Et peut-on faire confiance au Sultan du Maroc ?		
On peut faire confiance au Sultan du Maroc	17	22
On ne peut pas faire confiance au Sultan du Maroc	50	45
Ne se prononcent pas	33	33
	100	100

4. Eté 1958 – La situation après le putsch

L'avenir de l'Algérie

Près de la moitié du public, depuis 1956, n'osait se prononcer à l'égard de l'avenir de l'Algérie et de savoir si elle sera toujours française dix ans plus tard. Parmi les Français exprimant une opinion, l'optimisme ne l'emportait pas toujours sur le pessimisme. Au début de juin 1958, sous l'effet du choc du putsch d'Alger, de la création d'un « comité de salut public » et du retour au pouvoir du général de Gaulle, à qui les Français font confiance pour ramener la paix, le courant optimiste l'emporte nettement (42%). Quatre personnes sur dix n'en restent pas moins dans l'expectative.

A votre avis, est-ce que dans dix ans, l'Algérie sera encore française ?

	Avril 1956 (%)	Juillet 1956 (%)	Mars 1957 (%)	Septembre 1957 (%)	Janvier 1958 (%)	Juin 1958 (%)
L'Algérie sera encore française	31	19	32	28	27	42
L'Algérie ne sera plus française	25	28	24	37	22	18
Ne se prononcent pas	44	53	44	35	51	40
	100	100	100	100	100	100

Le statut de l'Algérie

Ce regain de confiance, mais cette hésitation persistante à se prononcer, dissimulent beaucoup d'incertitude et de courants opposés dans l'opinion. En effet, en août, la majorité approuve l'idée d'intégration des 9 millions de musulmans d'Algérie (52% contre 21%). Mais 40% seulement la croient possible, contre 26% d'avis contraire. Enfin, le public se révèle hésitant et partagé au sujet des perspectives d'indépendance à plus ou moins long terme : 41% contre 36% estiment que tôt ou tard il faudra donner l'indépendance à l'Algérie.

Certaines personnes pensent qu'il faut intégrer l'Algérie à la France, c'est-à-dire que les 9 millions de musulmans d'Algérie aient les mêmes droits et les mêmes devoirs que les Français de la métropole. Pensez-vous que ce soit une bonne ou une mauvaise chose?

	Août 1958 %
Bonne chose	52
Mauvaise chose	21
Ne se prononcent pas	27
	100

Pensez-vous que cela soit possible ?

	Août 1958 %
Oui	40
Non	26
Ne se prononcent pas	34
	100

Certaines personnes disent qu'il faudra, tôt ou tard, donner l'indépendance politique à l'Algérie. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord sur cette façon de voir les choses ?

	Août 1958 %
Plutôt d'accord	41
Plutôt pas d'accord	36
Ne se prononcent pas	23
	100

Souhaiter l'intégration de la population musulmane d'Algérie d'une part, et d'autre part envisager l'indépendance dans un avenir plus ou moins lointain, représentent-elles des options qui s'excluent l'une l'autre ? A en juger par les réactions du public, elles ne s'opposent que dans une certaine mesure, et les prises de position simultanées, dans leur imbrication parfois confuse, expriment à la fois la complexité du problème, et l'embarras d'une partie des Français. Certes, approuver l'intégration, c'est le plus souvent penser qu'elle est possible, mais pour une minorité il y a une séparation entre le souhaitable et le possible. De plus, l'opposition à l'idée d'intégration s'accompagne le plus souvent de l'idée qu'il faudra tôt ou tard en arriver à l'indépendance (71% contre 22%). Surtout, un courant minoritaire, qui dépasse néanmoins le tiers des répondants, approuve l'intégration tout en pensant qu'elle ne sera pas définitive et qu'on en arrivera à l'indépendance.

	Parmi ceux qui considèrent l'intégration comme		
	une bonne chose (%)	une mauvaise chose (%)	Ne se prononcent pas (%)
L'intégration est possible	69	8	
Elle n'est pas possible	10	43	
Ne se prononcent pas	21	49	
	100	100	

Il faudra donner l'indépendance tôt ou tard

Plutôt d'accord	35	71	30
Plutôt pas d'accord	51	22	17
Ne se prononcent pas	14	7	53
	100	100	100

Le rôle de l'armée depuis le putsch d'Alger du 13 mai 1958

Quelles que soient les positions adoptées à l'égard de l'Algérie, la majorité des Français jugent utile pour la France le rôle qu'a joué l'armée en Algérie lors des événements du 13 mai 1958 (55%). Ils apprécient également l'action du général Salan en tant que délégué du gouvernement français en Algérie (47%), cette satisfaction vis-à-vis du commandant de l'armée est sans surprise liée positivement à la perception du rôle de cette dernière durant les événements du 13 mai.

Estimez-vous que le rôle que vient de jouer l'armée en Algérie depuis le 13 mai a été pour la France utile ou nuisible ?

	Août 1958 %
Utile	55
Nuisible	17
Ni l'un ni l'autre	13
Ne se prononcent pas	15
	100

Etes-vous satisfait ou mécontent du Général Salan comme délégué du gouvernement français en Algérie ?

	Ensemble (%)	Parmi ceux qui jugent le rôle de l'armée			
		utile (%)	nuisible (%)	ni l'un ni l'autre (%)	Ne se prononcent pas (%)
Satisfaits	47	69	10	29	20
Mécontents	17	3	68	16	7
Indifférents	17	28	22	55	73
Ne se prononcent pas	19				
	100	100	100	100	100

5. 1959 - Le principe d'autodétermination de l'Algérie entre dans les esprits

La situation générale

Concernant le problème algérien, les espoirs nés de retour au pouvoir du général de Gaulle n'ont pas tous été confirmés par les faits, si l'on en juge par les fluctuations de l'opinion publique. Tout d'abord, on constate que l'Algérie occupe une place de plus en plus importante dans la conscience des individus. En février 1959, les conséquences de la situation en Algérie occupent le deuxième rang dans les préoccupations personnelles des Français.

Le problème personnel le plus important est l'Algérie :

	%
Septembre 1957	6 (6 ^{ème} rang)
Janvier 1958	3 (6 ^{ème} rang)
Février 1959	14 (2 ^{ème} rang)

D'autre part, la grande majorité estime que la situation en Algérie ne s'est pas modifiée au cours des derniers mois, soit un sentiment de *statu quo* toujours délétère pour un pouvoir engagé dans un conflit à l'étranger. Parallèlement, si la proportion de ceux qui croient à une détérioration de la situation reste faible, la tendance à croire à une amélioration a sensiblement diminué depuis janvier 1958.

Estimez-vous que depuis que le général de Gaulle est venu au pouvoir en juin dernier, la situation en Algérie a empiré, est restée stationnaire ou s'est améliorée ?

	Janvier 1958 (*)	Février 1959
	%	%
A empiré	11	10
Est restée stationnaire	48	62
S'est améliorée	29	21
Ne se prononcent pas	12	7
	100	100

(*) En janvier 1958, la question était : « Estimez-vous que, depuis six mois, la situation en Algérie a empiré, est restée stationnaire, ou s'est améliorée »

Au cours de l'été 1958, les deux tiers des Français faisaient confiance au général de Gaulle pour rétablir la paix en Algérie. Mais cette vague de confiance exceptionnelle devait décroître rapidement : d'août à septembre 1958, le niveau de confiance passait de 68% à 51%, tandis que la proportion de personnes déclarant ne pas avoir confiance atteignait le quart de la population. On ne décèle, depuis cette époque, aucune évolution des attitudes. En février 1959, ce sont encore deux personnes contre une qui accordent leur confiance au gouvernement actuel pour résoudre le conflit algérien⁽¹⁾.

	Juin 1958 %	Juil./Août 1958 %	Septembre 1958 %	Février 1959 %
Faites-vous confiance au gouvernement actuel pour régler le problème algérien ?				
Confiance	68	68	51	51
Pas confiance	11	15	25	24
Ne se prononcent pas	21	17	24	25
	100	100	100	100

L'évolution des attitudes ne peut être attribuée à des divergences de vues que certains prétendent apercevoir entre le général de Gaulle et le Premier ministre, M. Debré. En effet, la majorité n'exprime aucun avis à ce sujet, et la tendance dominante parmi les autres n'aperçoit aucune divergence semblable.

	Février 1959 %
Croyez-vous qu'il y a des divergences d'opinion importantes entre le général de Gaulle et le Premier ministre, M. Michel Debré, sur la solution à donner au problème algérien ?	
Oui	13
Non	35
Ne se prononcent pas	52
	100

Les données politiques

Les Français continuent à penser que la guerre en Algérie est alimentée en grande partie de l'étranger : les pays communistes en général, la Tunisie et le Maroc, l'Egypte comptent au premier rang parmi les pays qui aident la rébellion. Concernant l'Egypte, les opinions en février 1959 sont semblables à ce qu'elles étaient deux ans plus tôt.

	Septembre 1957 %	Février 1959 %
Estimez-vous que l'Egypte joue un rôle important, de moyenne importance, ou sans importance, dans l'aide à la rébellion algérienne ?		
Très important	55	52
De moyenne importance	26	21
Sans importance	7	3
Ne se prononcent pas	12	24
	100	100

Les sentiments n'ont pas changé non plus en ce qui concerne les attitudes prêtées à la population musulmane à l'égard des rebelles. Bien que très hésitant, le public continue à estimer plutôt que la majorité désapprouve les rebelles.

	Septembre 1957 %	Février 1959 %
Pensez-vous qu'aujourd'hui, en Algérie, la majorité de la population musulmane approuve ou désapprouve les rebelles ?		
Approuve	24	20
Désapprouve	41	43
Ne se prononcent pas	35	37
	100	100

Malgré l'état de guerre, des élections ont eu lieu en Algérie en novembre 1958 pour élire des députés à l'Assemblée Nationale. Si la majorité du public considère les députés européens d'Algérie, issus de cette consultation, comme parfaitement représentatifs de la population, une réserve assez nette se manifeste en ce qui concerne la représentativité des députés musulmans. A noter que le regard sur la représentativité des élus algériens varie sensiblement que les interviewés estiment ou non que la situation a évolué positivement.

Les députés musulmans algériens, élus aux élections de novembre 1958, sont-ils, à votre avis, représentatifs de la population musulmane d'Algérie ?

	Février 1959 %
Oui, tout à fait	9
Oui, en partie	33
Non	22
Ne se prononcent pas	36
	100

Et les députés européens, sont-ils représentatifs de la population européenne d'Algérie ?

	Février 1959 %
Oui, tout à fait	24
Oui, en partie	31
Non	9
Ne se prononcent pas	36
	100

Le problème des négociations

Malgré un refus assez net à admettre que le FLN soit approuvé par la population musulmane d'Algérie, deux Français contre un se déclarent favorables au principe de négociations avec ses représentants.

Etes-vous favorable ou défavorable à des projets de négociation sur l'Algérie avec le FLN ?

	Février 1959 %
Favorables	52
Défavorables	27
Ne se prononcent pas	21
	100

Un sondage effectué un mois plus tôt, en janvier 1959, auprès d'un échantillon d'hommes donnait même une majorité plus forte en faveur de telles négociations (63%). Quoi qu'il en soit, le courant favorable à des négociations avec les représentants du FLN ne se dément pas.

	Hommes seulement		
	Janvier 1958 (%)	Janvier 1959 (%)	Février 1959 (%)
Favorables aux négociations	58	63	53
Défavorables aux négociations	31	25	33
Ne se prononcent pas	11	12	14
	100	100	100

Lors de cette même enquête de janvier 1959 auprès d'un échantillon d'hommes, une nette majorité, 53% contre 29% d'avis contraire, déclarait approuver les mesures de grâce prises par le général de Gaulle à l'égard des Algériens condamnés à mort, qui ne seraient pas exécutés. L'approbation se révélait d'autant plus marquée que les hommes interrogés étaient plus jeunes.

Le statut de l'Algérie

S'il existe un courant favorable à des négociations avec les représentants du FLN, l'idée qu'il faudra tôt ou tard donner l'indépendance politique à l'Algérie gagne du terrain. Alors que la tendance hostile à cette indépendance à terme était presque aussi forte en août 1958, elle est devenue en février 1959 nettement minoritaire. Au contraire, 51% se rallient à l'idée de cette indépendance dans l'avenir.

Certaines personnes disent qu'il faudra tôt ou tard donner l'indépendance politique à l'Algérie, êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec cette façon de voir les choses ?

	Août 1958 %	Février 1959 %
Plutôt d'accord	41	51
Plutôt pas d'accord	36	29
Ne se prononcent pas	23	20
	100	100

Une partie de ces résultats sont extraits de la revue :

SONDAGES
REVUE FRANÇAISE DE L'OPINION PUBLIQUE

Contact : Jérôme Fourquet - Directeur du Département Opinion et Stratégies d'entreprise - jerome.fourquet@ifop.com
Octobre 2014

Ifop Collectors déjà publiés

MARS 2012	<i>N° 1 - Les Accords d'Evian</i>
AVRIL 2012	<i>N° 2 - Retour sur l'élection présidentielle de 1965</i>
AVRIL 2012	<i>N° 3 - Le référendum sur l'Europe du 23 avril 1972</i>
MAI 2012	<i>N° 4 - La crise de mai 1968</i>
JUIN 2012	<i>N° 5 - Juin 1967 : le conflit entre Israël et les pays arabes</i>
JUILLET 2012	<i>N° 6 - Le Tour de France</i>
AOUT 2012	<i>N° 7 - Enquêtes corses 1975/2012</i>
SEPTEMBRE 2012	<i>N° 8 - L'image du PC de 1964 à nos jours</i>
OCTOBRE 2012	<i>N° 9 - Le mouvement Poujade</i>
OCTOBRE 2012	<i>N° 10 - 1961 : le catholicisme en France à la veille de Vatican II</i>
DECEMBRE 2012	<i>N° 11 - Union et Scissions à droite, 1976 - 2012</i>
JANVIER 2013	<i>N° 12 - Les accords de Paris, Mai 1955</i>
FEVRIER 2013	<i>N° 13 - Été 1962, les agriculteurs français : conditions de vie et opinions</i>
MARS 2013	<i>N° 14 - De 1999 à 2013 : du Kosovo au Mali, l'opinion publique et les interventions extérieures</i>
MARS 2013	<i>N° 15 - 1961-1963 : les conflits sociaux et la grève des mineurs</i>
AVRIL 2013	<i>N° 16 - 1971 : une étude sur la question régionale en Alsace</i>
MAI 2013	<i>N° 17 - 1972-2013 : Les Français face aux affaires</i>
JUIN 2013	<i>N° 18 - 1995-2013 : Les Français face à l'avenir de leurs retraites</i>
JUILLET 2013	<i>N° 19 - 1986-2013 : La société française et l'homosexualité</i>
AOUT 2013	<i>N° 20 - Août 1944 : L'opinion des Parisiens lors de la libération de la Capitale</i>
SEPTEMBRE 2013	<i>N° 21 - 1938-1939 : L'opinion française à la veille de l'entrée en guerre</i>
OCTOBRE 2013	<i>N° 22 - Octobre 1956 : les réactions de l'opinion française face au soulèvement de Budapest</i>
NOVEMBRE 2013	<i>N° 23 - 1973 : enquête auprès des élèves de primaire</i>
DECEMBRE 2013	<i>N° 24 - 1966-1967 : La société française découvre la pilule</i>
JANVIER 2014	<i>N° 25 - Octobre-Novembre 1956 : L'opinion française et internationale et la crise de Suez</i>
FEVRIER 2014	<i>N° 26 - 1972-1976 : Le débat sur la légalisation de l'IVG</i>
MARS 2014	<i>N° 27 - 1970-1972 : Les mouvements gauchistes</i>
AVRIL 2014	<i>N° 28 - 1973 : Les catholiques français et la religion</i>
MAI 2014	<i>N° 29 - 1945-1954 : La Guerre d'Indochine</i>
JUIN 2014	<i>N° 30 - 1994-2006 : Les Français et les propositions de « smic jeunes »</i>
AOUT 2014	<i>N° 31 - 1967-2014 : Regards sur Israël et les conflits du Proche-Orient</i>
SEPTEMBRE 2014	<i>N° 32 - 1997-2014 - Les Français et les 35 heures</i>